

Stéphane Verbeeck, la nouvelle tête de l'Upsy

L'Upsy (Union professionnelle du secteur immobilier) s'est choisi un nouveau président. Cet Anversois dynamique et pragmatique succède à Serge Fautré.

BRIGITTE DE WOLF-CAMBIER

Vous êtes le fils d'Eric Verbeeck, personnalité bien connue du monde de la construction et de l'immobilier. Est-ce un héritage lourd à porter ?
C'est un peu comme être le fils d'Eddy Merckx. Ce n'est pas très facile. J'ai créé en 1993 une société de nettoyage et de facility management dénommée «One», présente dans quatre pays, qui occupait 4.000 personnes et réalisait 125 millions de chiffre d'affaires. En 2009, quand j'ai vendu cette société, j'étais déjà dans l'immobilier avec la société Impact, active notamment

à Bruxelles, qui depuis a été cédée. Mon père est devenu propriétaire minoritaire à raison de 20 % dans la société de promotion Gands Group, spécialisée en immobilier résidentiel, qui a été elle aussi revendue en décembre 2019. J'ai récemment lancé la société immobilière Redet dans laquelle mon père a une participation de 5 %, qui est spécialisée dans des opportunités uniques de développement de bureau. Nous redéveloppons un bâtiment à Bruxelles, le Pointcarré, et nous avons acquis le cloître du Gesù, rue Royale, que nous allons redévelopper avec la société Yust, dont nous sommes également propriétaires.

Ce projet complexe n'est-il pas assez controversé ?

Il l'est toujours. Notre projet de co-housing ressemble très fort à un hôtel. Un permis existait que l'on pouvait exploiter tout de suite pour un cinq étoiles. Nous demandons un permis modificatif car nous ne changeons ni les gabarits ni la destination.

En tant que président de l'Upsy,

un traitement plus rapide des procédures de recours pour l'obtention de permis est une de vos priorités ?

Nous avons mis au point un plan d'actions avec l'Upsy pour proposer des idées aux gouvernements flamand, wallon et bruxellois pour voir comment accélérer les procédures, sans contrainte pour le citoyen qui doit pouvoir exprimer son avis. Notre idée est de proposer un temps plus long au départ au niveau de la procédure d'enquête publique, d'informer de manière plus large et par la suite, de préciser si le permis est oui ou non obtenu. Dans le cas de réponse positive, des recours ultérieurs ne seraient plus possibles.

Une autre de vos priorités est le développement d'agences immobilières sociales AIS-pro's (SVK-pro en Flandre) ?

Les responsables des AIS choisissent les zones d'implantation et le font très souvent de manière très défragmentée. Il y a un réel manque de logements sociaux. En tant qu'acteurs privés, nous souhaiterions que ces

logements soient regroupés dans des entités de 30, 40, 50 appartements au sein de développements importants. Le secteur privé pourrait financer plus aisément ce type de logements. Ils correspondent parfaitement aux attentes d'institutionnels comme Befimmo, Cofinimmo... car il s'agit de logements garantis par l'Etat.

Pourquoi pensez-vous avoir été élu à la présidence de l'Upsy ?

Au niveau de l'Upsy, je peux apporter l'expérience que j'ai acquise en tant qu'ancien président du Voka. L'Upsy recherchait un président avec un profil logistique. La Belgique a une connotation négative au niveau logistique car avec l'interdiction du travail de nuit, il n'est pas possible d'attirer les Amazon, Google, Alibaba... bien que la Wallonie a réussi à le faire, bravo ! Une étude sur ce secteur est actuellement réalisée par Deloitte. Avec Jo De Wolf de Montea, vice-président Région flamande de l'Upsy, nous allons essayer de prouver que la logistique a une chance de se développer en Belgique.



« Être le fils d'Eric Verbeeck, c'est un peu comme être le fils d'Eddy Merckx. »